

25 mars 2002, Québec

Allocution devant les étudiants de l'Université de Montréal

Je vous remercie de votre accueil et du temps que vous consacrez à venir m'entendre, dans un premier temps, puis discuter avec moi – puisqu'il y a une période de questions – du Québec, de notre Québec, de sa vie démocratique et de ses divers aspects, de la culture, de l'économie et aussi du monde, du Québec dans le monde.

Mais, avant de parler d'économie ou de technologie, je voudrais vous dire quel est le sentiment qui m'anime en mettant les pieds dans cet amphithéâtre. En effet, quand j'étais à votre place, dans ma vie, quand j'étais étudiant dans cette université, le Québec avait le niveau d'éducation le plus bas des pays développés, qu'il partageait grosso modo avec le Portugal. Vous voyez le portrait? J'arrive de ma campagne, je viens sur cette montagne, et une des premières statistiques que j'apprends, c'est qu'on a le niveau d'éducation le plus bas du monde développé.

Je reviens sur cette montagne aujourd'hui, et notre Québec a l'un des plus hauts, ou le plus haut niveau d'éducation de cette planète. Vous voyez ce qui s'est passé en l'espace d'un demi-siècle? Ce qui était le cœur de la Révolution tranquille, l'investissement en éducation, ne s'est pas démenti, d'une part, et il nous a donné, d'autre part, des dividendes et des fruits absolument extraordinaires. Il ne s'est pas démenti parce que vous savez que, contre vents et marées, nous avons continué à investir en éducation même dans les périodes difficiles et que nous avons respecté scrupuleusement les engagements du Sommet de la jeunesse en particulier qui, quand même, totalisaient 600000000 \$ en trois ans, pendant une période qui n'est pas si simple. Et je vous dirai en insistant un peu, d'ailleurs, que ce n'est pas simple de gouverner le Québec dans l'état actuel des choses.

Nous avons aussi décidé de garder nos frais de scolarité au niveau où ils sont présentement, nous les avons gelés, nous avons pris la décision de les geler. Ça a été vrai pour le passé de notre gouvernement, ce sera vrai aussi pour l'avenir de notre gouvernement, et je vais vous dire pourquoi : parce que nous croyons que l'égalité des chances dans la vie, indépendamment de la fortune ou de tous autres facteurs, est au cœur d'un projet de société progressiste et moderne.

Tony Blair, qui est premier ministre socialiste de Grande-Bretagne, chef du Labor Party, résumait cela dans une belle formule. Il disait : « Nous, les socialistes, nous avons fait une erreur en croyant que les résultats de l'existence devaient être égaux, que tout le monde devait être égal, mais nous ne nous sommes pas trompés en voulant que les chances d'accéder aux résultats soient égales pour tout le monde. » C'est par conviction que ces frais de scolarité sont gelés, c'est par conviction qu'ils sont parmi les plus bas d'Amérique du Nord, disons-le, beaucoup plus bas que dans le reste du Canada et encore beaucoup plus bas qu'aux États-Unis d'Amérique.

Cette croyance en l'éducation, cette conviction d'y mettre les moyens a donné le Québec d'aujourd'hui, et le Québec d'aujourd'hui, qui n'est pas parfait, il est assez séduisant. Je vais maintenant vous lire une phrase qui a fait l'objet d'un débat dans la presse de toutes les façons, dans les revues et dont chacun des éléments est avéré : « L'économie québécoise croît plus vite que l'économie ontarienne. Les Québécois ont un niveau de vie supérieur, s'enrichissent davantage et leur richesse est mieux répartie qu'ailleurs en Amérique. » Alors, ce n'est pas un désastre, c'est le contraire. Vous vivez dans une société extrêmement avancée, aux possibilités vastes, ouverte,

moderne. Sur deux livres publiés au Canada, deux livres édités et publiés, il y en a un qui est publié au Québec, c'est-à-dire la moitié, et nous sommes moins de 25 % de la population. Voilà pour l'aspect culturel.

Pour l'aspect plus matériel et matérialiste de la technologie, un dollar sur deux d'exportation de haute technologie du Canada vient de notre Québec. Et vous voyez que se rencontre dans la culture et l'économie le fait que nous avons cultivé ce qu'il y avait de mieux dans les hommes et les femmes: la puissance de l'esprit, la créativité, et souvent l'un va avec l'autre. Vous savez que Montréal est devenue une technopole, la cinquième d'Amérique. Vraiment, ce n'est pas un continent dépourvu, parce qu'en Amérique il y a Los Angeles, il y a Dallas-Fort Worth, il y a Boston, il y a New York et il y en a d'autres. Montréal arrive au cinquième rang, avec une diversité technologique inimaginable. Nous sommes dans l'aérospatiale, où le Québec est la cinquième puissance du monde. Avec 7500000 d'habitants, c'est à peine croyable, mais c'est comme ça. Cela veut dire que, per capita, on est bien avant tous les autres, y compris les États-Unis et la France.

Nous sommes dans la pharmacie-biotechnologie. Dans cette université même, on a annoncé des investissements importants au sujet de la pharmacie justement. Nous sommes dans les télécoms, bien entendu, nous sommes dans les multimédias. Il y a à peine cinq ou six ans, vous le savez, l'image de Montréal, malheureusement, s'apparentait plus à une montagne de poussière grise. On était plus désespéré qu'autrement. Mais avec, comme bougies d'allumage, la Cité du multimédia et d'autres réalisations en dehors de Montréal, on s'est consolidé à Laval, dans la ville de Québec, notre capitale nationale, et jusqu'à Gatineau, jusqu'à Sherbrooke, jusqu'à Rimouski. Dans le carrefour des nouvelles économies de Rimouski se sont créées des centaines et des centaines d'emplois de technologie de pointe dans les créneaux les plus avancés du monde.

Cela est le fait d'un État interventionniste et qui ne se gêne pas pour l'être. Nous croyons aux lois de l'économie de marché, nous croyons qu'Adam Smith est un des plus importants penseurs de l'humanité. Adam Smith a bien démontré l'offre, la demande, la concurrence internationale, vous vous souvenez, la spécialisation internationale des tâches, que même les communistes acceptaient. Donc, nous croyons en ces forces du marché, qu'on appelle la main invisible, nous croyons, comme gouvernement — c'est une conviction profonde, d'où le gel des frais de scolarité, d'où les investissements en éducation — à la main visible de la solidarité collective qui intervient. Donc, nous intervenons dans la répartition de la richesse, sur le plan régional comme sur le plan des diverses strates sociales, et nous croyons dans la répartition de l'égalité des chances de développement et d'épanouissement pour tous et toutes.

Je ne veux pas faire de critiques politiques partisans. Je vous rappelle que notre parti, le Parti québécois, quand il est au pouvoir, donne aux Québécois et aux Québécoises un gouvernement progressiste qui ne s'est jamais démenti dans son œuvre économique comme dans son œuvre sociale. Je suis très content de l'Institut national d'optique à Québec et des milliers d'emplois qu'il a créés, mais ma fierté est égale quand je pense qu'en Ontario, pour faire garder des enfants, ça coûte 25 \$ par jour et, que dans notre Québec, ça coûte 5 \$. Alors, c'est ça, la synthèse de notre projet national dont je n'ai décrit qu'une partie.

Cela ne vous surprendra pas maintenant si je vous parle du fait que la question nationale du Québec n'est pas réglée, en dépit d'efforts de générations successives qui comprenaient aussi bien Jean Lesage que Robert Bourassa – dont on a étudié l'œuvre au cours de la fin de semaine – qu'évidemment René Lévesque, Jacques Parizeau et Lucien Bouchard. Notre Québec forme une

nation, au sens le plus fort du terme, autant que la France, la Grande-Bretagne, Israël, le Danemark ou la Norvège. Dans bien des cas, c'est une nation encore plus puissante parce que plus nombreuse et plus forte.

L'histoire de notre groupe humain nous a donné les caractéristiques d'une nation, c'est-à-dire des bonheurs communs, des malheurs communs, des projets communs, une volonté de vivre ensemble. Cette nation, vous le savez, est ouverte, composite, et je dirais que c'est une des plus facilement ouvertes du monde. Les Québécois et les Québécoises issus de l'immigration vous le diront: Ce n'est pas facile de changer de pays, de changer d'hémisphère, de changer de culture, de changer de langue, mais le Québec est un des endroits au monde où la chose est la plus facile. Et ces hommes et ces femmes qui ont convergé vers notre terre se sont enrichis eux-mêmes à tous égards — intellectuellement, socialement et, souvent, matériellement — mais nous ont enrichis aussi. Alors, ne jamais penser que le Québec est une aventure ethnique ou ethnocentrique. C'est une aventure nationale au sens le plus fort du terme, c'est une terre ouverte sur le monde, c'est une terre qui reçoit du monde et qui donne au monde.

Cependant, cette nation — et c'est pour cela que, des fois, le Québec est un peu difficile à gouverner — elle a le statut politique de simple province d'une autre nation. C'est là l'extraordinaire effort de pensée des premiers souverainistes Pierre Bourgault, André D'Allemagne et d'autres, complété par les efforts de René Lévesque et ses successeurs pour régler cette question nationale. Robert Bourassa, je vous l'ai dit, mais René Lévesque aussi, encore plus, ont passé au moins la moitié de leur vie politique utile à essayer de régler la question du Québec. Ce n'est pas fait encore. Ceux de ma génération qui militons pour cette cause, nous voulons vous exempter d'avoir à militer pour elle. Nous voulons que la souveraineté se fasse et que, par la suite, vous n'ayez plus, vous et vos enfants, à vous préoccuper que de développement culturel, de développement social, de rayonnement international du Québec, de développement économique. C'est la raison pour laquelle nous mobilisons autant d'énergie et c'est la raison pour laquelle — et je vous le dis en toute franchise — nous avons besoin de vous.

Il faut que vous vous pénétriez profondément de la problématique québécoise, qui est d'ailleurs très progressiste et très moderne, qui ne peut que vous convenir. Qu'est-ce qu'il y a de plus beau que de faire accéder sa patrie au concert des nations? Plusieurs jeunes de votre âge, dans d'autres pays, ne sont pas appelés à une tâche aussi exaltante. Pourquoi? Parce que c'est déjà fait. Je ne pourrais pas faire ce discours là en France, ni au Danemark, ni au Chili, ni au Pérou, mais je peux le faire, ici, au Québec, pour vous convier intellectuellement et de façon active à faire en sorte que cet espace économique et humain, qu'on appelle la province de Québec, puisse aller s'asseoir avec les autres nations aux Nations unies le plus tôt possible. C'est une des choses que notre parti vous propose et vous convie à appuyer.

La modernité de cette cause, vous le savez, l'est encore plus en raison du contexte mondial et international. Vous savez que, à l'exemple largement de l'Europe de l'Ouest, l'Union européenne, mais aussi en raison de considérations théoriques au départ, mais qui sont totalement avérées aujourd'hui, l'avenir est à la libre circulation des biens, des services, des capitaux et des personnes, ce qu'on appelle la « mondialisation des marchés », la « globalisation des marchés ». Ce phénomène est indubitablement positif pour une partie et comporte des dangers considérables pour l'autre partie. La plupart des progressistes dans le monde, les grands partis socialistes du monde, les partis sociaux-démocrates appuient le libre-échange, la libre circulation des biens, des services et des capitaux. C'est le cas des Britanniques, c'est le cas des Allemands, c'est le cas des Français et c'est

le cas de la plupart des Nordiques. Mais, en même temps, les progressistes ont des craintes par rapport à la globalisation, que vous partagez, du reste.

Si la globalisation, cela veut dire le gouvernement de l'espèce humaine par les compagnies transnationales, ce n'est pas un progrès, comme certains textes déjà signés, malheureusement, pourraient le laisser entrevoir, comme ce que l'OCDE a fait malheureusement, il y a quelques années, soit de proposer l'AMI — vous vous rappelez, cette espèce d'accord qui diminuait l'importance des États nationaux pour faciliter la décision par de grandes entreprises privées. Un premier danger : la gouvernance, la démocratie. Un deuxième danger : le risque d'exploitation sociale. Si les biens circulent librement, cela veut dire que vous irez dans un magasin de chaussures et qu'en toute liberté, sans aucun contrôle, il y aura des chaussures qui auront été fabriquées par des gens dans des conditions qui jouxtent l'esclavage, des jeunes dont on a abusé en matière de travail de nuit, de salaires, etc. Si la mondialisation, ça facilite l'exploitation, ce n'est pas une bonne nouvelle non plus. Si la mondialisation, ça facilite le massacre de l'environnement, si ces produits que vous achetez ici ont été faits dans des conditions qui n'ont nullement protégé des espaces importants de la planète, ce n'est pas une bonne nouvelle non plus. Si la mondialisation, ça veut dire qu'il n'y a plus qu'une seule langue qui s'impose dans toutes les activités de la vie humaine et qu'elle nous conduit à l'homogénéisation culturelle, ce n'est pas une bonne nouvelle non plus. Alors, si on veut profiter des avantages de la mondialisation et tenir à l'écart ces inconvénients, qu'est-ce qu'il faut faire? Il faut organiser le monde d'une façon démocratique pour que la mondialisation soit régulée, réglementée et régie par des instances véritablement internationales, transparentes et démocratiques. Cela est en voie d'être fait depuis longtemps : on a eu la Société des nations entre les deux guerres, puis on a eu l'Organisation des Nations unies après la guerre. On a eu une pléthore d'organisations internationales plus ou moins spécialisées pour la culture, pour l'économie, pour le travail. Oui, mais, souvent, ces organisations ont été conçues à un âge où la mondialisation n'était pas ce qu'elle est devenue aujourd'hui. Donc, il faudra que ce grand phénomène soit régulé.

Ce que je viens de dire s'applique à tous les pays de la terre qui ne veulent pas tomber en déficit démocratique, mais je veux vous faire remarquer que cela s'applique dramatiquement plus à notre Québec, encore avec son statut provincial, parce que les grandes tables internationales où vont se prendre les décisions admettront les nations, c'est-à-dire le Chili, l'Équateur, l'Uruguay, comme à notre Sommet de Québec. Vous vous souvenez, il y a eu un sommet à Québec pour la construction des Amériques, mais le gouvernement national du Québec n'a même pas été admis au sommet pour dire bonjour. Si on y avait été admis, ce n'est pas juste « Bonjour », « Buenas dias » et « Welcome » qu'on aurait dit. On aurait dit ce que le Québec a à dire en matière sociale d'un espace économique progressiste, d'un espace économique de convivialité.

La voix du Québec doit être entendue dans les organisations internationales et elle ne le sera pas tant que nous serons... tant que nous aurons en partage ce statut provincial réducteur. Voilà une motivation que même René Lévesque n'avait pas ni les fondateurs du RIN, mais que nous avons aujourd'hui et que vous avez aussi. Autrement, des décisions majeures vous concernant ne seront plus prises à Québec, ni même à Ottawa. Elles seront prises à Buenos Aires ou à Genève ou dans les tables internationales qui se réuniront un peu partout et où le gouvernement central du Canada prétendra nous représenter. Des fois, ça aura du bon sens, et des fois, ça n'aura aucun sens. Est-il normal, en tout respect pour les personnes, que la culture de Gilles Vigneault, de Gaston Miron et de Jean-Paul Riopelle soit représentée par Sheila Copps? Je n'ai rien contre Sheila Copps. J'insiste pour vous dire que je n'ai rien contre Sheila Copps. Si j'emploie son nom, c'est à des fins purement

pédagogiques. On est dans une université, non? Ce sont des Québécois et des Québécoises qui doivent aller parler dans les instances internationales au nom du Québec. Est-ce que vous aimez mieux, s'il y a une réunion de l'Organisation mondiale du commerce traitant de l'aérospatiale ou de l'automobile, être représentés par John Manley ou par Pauline Marois? Poser la question, c'est y répondre, indépendamment des personnes, encore une fois, même si j'ai un faible pour Pauline Marois comme formidable ministre de notre économie nationale.

Alors, ce que je voulais vous dire — et je répondrai volontiers à vos questions — c'est que le Québec est une société largement réussie, mais à compléter, à compléter. Si nous ne voulons pas reculer, si nous ne voulons pas connaître un déficit démocratique, il faut ce sursaut pour réaliser le projet de René Lévesque, c'est-à-dire faire du Québec un pays complet et reconnu. Il le faut pour des questions d'identité. Je vous l'ai dit, pour participer au concert des nations. Je vous l'ai dit, pour des questions de fierté, cela va de soi, pour toutes les vieilles raisons. Il le faut aussi pour des raisons parfois basement matérielles et financières. Notre participation au Canada... par exemple, la commission Séguin. Je vous recommande l'étude, d'ailleurs, du document ou des résumés, une documentation extrêmement solide sur ce qu'on appelle le déséquilibre fiscal, l'argent qu'on envoie à Ottawa et l'argent qui nous revient. La commission Séguin démontre qu'on a un déséquilibre avec Ottawa d'environ 25000000 \$ par année. Deux fois 1000 millions plus 500 fois 1000000 \$, c'est ce que ça veut dire. Ça veut dire 50000000 \$ par semaine. On vient d'annoncer une subvention pour l'École polytechnique, pour construire un pavillon qui va coûter au gouvernement du Québec un peu plus de 50000000 \$. Une semaine, une semaine de déséquilibre fiscal! Et pourquoi cela est-il arrivé? Parce que ce dont notre gouvernement national s'occupe — encore une fois, nous sommes un gouvernement national avec des moyens provinciaux — ce sont des choses vitales : la santé, l'éducation, le transfert aux familles, le transfert aux plus démunis. Ça coûte cher et cela a tendance à monter comme ça.

La population vieillit, ce qui est une bonne nouvelle, remarquez. Les progrès de la médecine, les progrès technologiques permettent que la population vieillisse. Malgré ces progrès, le taux de mortalité de notre espèce est toujours de 100 %, mais ça survient plus tard. Bien évidemment, c'est dans les dernières années de la vie, on le sait, que les frais de santé sont les plus élevés. Donc, nos frais de santé peuvent monter de 6,7 % par année. Il faut que les hôpitaux fonctionnent, que les infirmières soient payées et aient des conditions convenables, ainsi que les médecins et tout le personnel. Il faut que les équipements soient là : la radiologie, l'oncologie. Et nos moyens montent parfois de 1,72 %. À Ottawa, c'est le contraire. À Ottawa, qui s'occupe d'autres tâches, la guerre en Afghanistan... Ce n'est pas négligeable, tout ça, il y a 1000 militaires qui sont là, mais, en général, il n'y a pas de guerre. Fort heureusement, le contexte est à la paix. Ce sont toutes des responsabilités du gouvernement central, plus d'autres responsabilités, la diplomatie internationale, l'aide au tiers-monde qui ont largement écriqué au cours des dernières années et qui font que leurs besoins montent comme ça et que leurs moyens montent comme ça. Cette année, il va y avoir un surplus d'au moins 10000000000 \$, alors que, nous, on gratte les fonds de tiroirs pour donner des moyens aux collèges, aux universités et aux hôpitaux. Vous voyez qu'il y a de grandes motivations pour que le Québec devienne ce qu'il doit être. Il y en a d'autres qui sont matérielles, mais tout aussi importantes. C'est à cela que je veux vous demander de réfléchir. Et quand votre réflexion sera finie — et je sais que, pour plusieurs d'entre vous, c'est déjà fait — d'agir et, pour agir, il faut participer à la marche du Québec vers sa souveraineté nationale, vers son plein épanouissement et sa participation au concert des nations. Voilà!